



**MINISTÈRE  
DE L'INTÉRIEUR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Gendarmerie nationale**

À ....., le.....

UNA réservé administration : ...../...../.....

cochez la case si vous êtes représentant légal d'une personne physique (mineure, sous tutelle),  
Identité de la personne représentée : .....

**LETTRE - PLAINTE**

Nom de naissance : .....

Nom marital : .....

Prénom : .....

Date et lieu de naissance : .....

Adresse : .....

Code postal : .....

Téléphone : fixe : ...../...../...../...../..... - Portable : ...../...../...../...../.....

Courriel : .....@.....

N° S.S de la victime : .....

*« Je me présente auprès de vos services pour déposer plainte pour divulgation illégale volontaire de données à caractère personnel nuisibles (vie privée, considération) »*

*« J'ai reçu un courrier du laboratoire .....  
..... (Océalab, Biopole, autres, adresse de l'établissement) m'informant que les données personnelles que je leur avais confiées lors d'un de mes examens dans leur laboratoire ont été piratées et exposées sur internet »*

**Date de l'infraction et éléments :** (rayer les mentions inutiles)

*« Je ne sais pas quand se sont produits les faits »*

*« Je sais quand se sont produits les faits : le ...../...../..... »*

*« Je connais le nom du médecin ayant prescrit l'acte piraté: ..... »*

**Éléments susceptibles d'orienter l'enquête :** (rayer les mentions inutiles)

*« Je n'ai pas d'éléments susceptibles d'orienter l'enquête ».*

*« J'ai des éléments susceptibles d'orienter l'enquête :*

.....  
.....  
.....

**Préjudice** :*(rayer les mentions inutiles)*

« Je n'ai pas, à ce jour, subi de préjudice »

« J'ai subi un préjudice : (précisez lequel)

.....  
.....  
.....»

**Mentions particulières :**

« Je reconnais être informé(e) qu'une enquête est actuellement ouverte par la section cybercriminalité du parquet de Paris concernant ces faits et que ma plainte va directement être transmise à l'Office Central de lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication, service de police en charge de l'enquête ( l'OCLCTIC). »

« Je suis informé(e) des dispositions de l'article 10-2 du Code de Procédure Pénale (C.P.P) et de mon droit à obtenir réparation et à être aidé(e) par un service ou une association d'aide aux victimes à savoir, sur le département du Morbihan : FRANCE VICTIMES56, 14 rue Richemont 56000 VANNES, 02.97.47.66.68, fax 02.97.69.05.86. Je prends note qu'il m'est possible d'obtenir gratuitement toute information nécessaire pour l'exercice de mes droits auprès de cette association »

« Je suis avisé(e) que j'ai la possibilité de demander des dommages et intérêts en me constituant partie civile dès maintenant, conformément aux dispositions de l'article 420-1 du C.P.P »

« Je reconnais avoir reçu copie de la présente lettre-plainte »

Nom, prénom, signature